

**Sujet :** [enquete-plu] Contribution Pic Vert - EP PLU St-Jean de Moirans

**De :** Patricia URGE <p.urge@lepicvert.asso.fr>

**Date :** 23/11/2018 à 11:17

**Pour :** enquete-plu@stjeandemoirans.fr

Bonjour,

Je vous prie de trouver ci-jointe la contribution de l'association le Pic Vert à l'Enquête Publique sur le PLU de Saint-Jean de Moirans se terminant aujourd'hui à 17h.

Vous en souhaitant bonne réception,  
Cordialement,

Patricia Urgé  
Chargée d'études et de vie associative

Association Le Pic Vert  
24 Place de la Mairie 38140 Réaumont  
04 76 91 34 33 (*du Mardi au Samedi*)

[p.urge@lepicvert.asso.fr](mailto:p.urge@lepicvert.asso.fr)  
[contact@lepicvert.asso.fr](mailto:contact@lepicvert.asso.fr)

---

-----  
Desinscription: envoyez un message a: [enquete-plu-unsubscribe@stjeandemoirans.fr](mailto:enquete-plu-unsubscribe@stjeandemoirans.fr)

---

— Pièces jointes : —

Avis Pic Vert - PLU St Jean de Moirans.pdf

201 Ko



# LE PIC VERT

A l'attention de M. le Commissaire enquêteur

Réaumont, le 22/11/2018

**Objet :** Contribution du Pic Vert à l'Enquête publique sur le PLU de Saint-Jean-de-Moirans

Monsieur le commissaire enquêteur,

Le Pic Vert est une association loi 1901 de protection de la nature de plus de 800 adhérents sur le secteur du Pays Voironnais et alentours. L'association est agréée pour la protection de l'environnement et membre de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature.

Le Pic Vert a réalisé l'état initial de l'environnement de la commune de Saint-Jean de Moirans. Notre association est heureuse que son travail ait permis à la commune d'élaborer son PLU en prenant en compte l'environnement et la biodiversité.

Dans le cadre de l'enquête publique, les avis des personnes publiques associées ont été publiés. Parmi ceux-ci, la société privée autoroutière AREA.

Celle-ci présente ainsi le sens de son intervention (page 1 de sa note) :

Les remarques formulées ci-dessous ont pour objectif de s'assurer que la réglementation :

- Ne restreigne pas la possibilité de développer des ouvrages, installations, aménagements ou équipements techniques liés à l'autoroute, et notamment de renforcer ceux existants sur le territoire,
- Ne mette pas en péril la sécurité des usagers de l'autoroute et réduise les risques de nuisances ou d'insécurité liés aux constructions et opérations à réaliser aux abords du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC).

Partant de là, AREA écrit ceci :

*Espaces boisés classés :*

Il est noté que plusieurs Espaces Boisés Classés (EBC), prévus par l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, sont institués au sein du DPAC et des parcelles du domaine du concessionnaire autoroutier AREA, ainsi qu'à leurs abords immédiats.

Ce que demande AREA, c'est que soient supprimés les espaces boisés classés à conserver (EBC) situés dans le domaine concédé ; sur les parcelles qu'elle a pu acquérir mais qui ne font pas partie du

Le Pic Vert – 24 place de la Mairie– 38140 Réaumont – Tel : 04/76/91/34/33

Courriel : [contact@lepicvert.asso.fr](mailto:contact@lepicvert.asso.fr) - Site web : [www.lepicvert.org](http://www.lepicvert.org)

Association agréée pour la protection de l'environnement en Isère  
au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement.

N°SIRET 444 279 939 00029

domaine public concédé ; aux abords de l'autoroute (autant que possible une marge d'une dizaine de mètres entre le DPAC et les EBC, écrit-elle au dernier paragraphe de la page 3 de sa note).

Pour notre association, cette demande est inacceptable ! En effet les motifs du classement de ces zones en EBC demeurent. Ces espaces ont de nombreux intérêts pour les paysages, les corridors biologiques et la biodiversité et constituent des filtres anti-pollution. Il est primordial que ces espaces soient maintenus et de manière générale étendus dans la plaine et surtout le long de l'autoroute.

Pour la réduction des risques d'insécurité, il serait parallèlement utile de reprendre les ponts au-dessus de l'autoroute, conçus uniquement à l'attention des véhicules automobiles et qui sont aujourd'hui dangereux pour les cyclistes et plus encore pour les piétons. AREA doit corriger ce défaut de conception. Serait-il possible que le PLU prenne en compte cet aspect en intégrant par exemple une servitude ou un espace réservé pour pouvoir aménager des passages piétons, cycles et animaux sur les ponts supérieurs ?

Dans l'espoir que nos remarques puissent être prises en compte, nous vous prions d'accepter, Monsieur le commissaire enquêteur, nos plus sincères salutations.

Dominique VENTURINI  
Coprésident,

